



En avons-nous fini avec l'austérité en éducation? Rien n'est moins sûr...

Les élections provinciales approchent à grand pas. Sans surprise, les différents partis provinciaux promettent actuellement de grands réinvestissements en éducation s'ils sont élus. Bien malin celui qui saura dire s'ils respecteront leurs promesses au lendemain des élections. Malgré tout, les chiffres du dernier budget contiennent certains éléments de réponse quant à cette épineuse question.

Qu'advierait-il si le gouvernement libéral de Philippe Couillard était reporté au pouvoir? Après tout, sous la direction du parti libéral, la croissance des dépenses en éducation a été de 6.5 % pour l'année 2017-2018. À titre indicatif, une croissance des dépenses en éducation d'au minimum 3 % est de mise afin de contrer l'inflation et la croissance démographique. Le double du minimum apparaît donc comme raisonnable, mais le diable se trouve dans les détails. Dans ses prévisions budgétaires, le gouvernement inscrit une croissance de 2.8 % pour 2019-2020, de 2.6 % pour 2020-2021 et de 2.5 % pour 2021-2022. C'est donc dire qu'au lendemain des élections, un gouvernement libéral réélu mettrait un frein brutal au réinvestissement massif tant vanté par Sébastien Proulx, l'actuel ministre de l'Éducation. Ces chiffres ont été présentés par Érik Bouchard Boulianne, économiste de la CSQ, mais ce sont bien les chiffres inscrits par le gouvernement Couillard. Il y a de quoi craindre pour la pérennité des services

Qu'en est-il d'un possible gouvernement caquiste ou péquiste? Il n'est pas forcément nécessaire d'analyser leurs promesses en détail pour comprendre que les deux partis provinciaux n'auront pas forcément les moyens de leurs ambitions. Le problème réside en partie dans la gestion irresponsable de l'actuel gouvernement qui a financé ses baisses d'impôts en puisant dans la réserve de stabilisation. Normalement, la réserve sert à assurer une continuité des services advenant un ralentissement économique. Or, l'économie roule actuellement à fond de train dans un contexte de surplus budgétaires. La ponction effectuée par les libéraux apparaît comme irresponsable et s'effectue, à n'en point douter, au détriment des services des années à venir.

Il est difficile d'être optimiste face aux élections à venir. Le prochain gouvernement devra augmenter les recettes de l'État, puiser dans les réserves ou sabrer dans les services. Ferons-nous face à une nouvelle ronde d'austérité? Il est impossible de répondre à la question aujourd'hui, mais il est évident que des choix devront être faits. Espérons que le gouvernement qui sera élu aux prochaines élections fera le choix de privilégier l'éducation.

Francis-Olivier Bolduc
Représentant Jeunes CSQ (CSPN)